

COMMUNIQUE DE LA HAUTE AUTORITE
POUR LA BONNE GOUVERNANCE

**Accord de partenariat stratégique entre la Haute Autorité pour la Bonne
Gouvernance (HABG) et la Cellule Nationale de Traitement des
Informations Financières de Côte d'Ivoire (CENTIF-CI).**

Le jeudi 17 décembre 2020, s'est tenue, dans les locaux de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG), une cérémonie de signature d'accord de partenariat stratégique entre la HABG et la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières de Côte d'Ivoire (CENTIF-CI).

La HABG était représentée par son Président M. N'Golo COULIBALY et la CENTIF-CI par son Président, le Colonel Major Idrissa TOURE.

Cet accord administratif entre les deux structures vise à définir le champ d'application et les modalités de la collaboration portant sur l'assistance mutuelle, les échanges d'informations en matière de corruption et d'infractions assimilées, de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), conformément aux dispositions de l'article 4 alinéa 18 de l'ordonnance n° 2013-661 du 20 septembre 2013, fixant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance, ainsi que sur la mise en place d'équipes conjointes de travail sur des questions spécifiques, notamment sur celles relatives aux demandes d'enquêtes et d'audits.

A travers cet accord, la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG) et la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières de Côte d'Ivoire (CENTIF-CI), organe de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, unissent leurs expertises afin de mieux combattre la corruption, les infractions assimilées, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Ce cadre formel de collaboration exprime la volonté affirmée de la Côte d'Ivoire de lutter efficacement contre d'une part, la corruption et les infractions assimilées et d'autre part, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, aussi bien dans l'administration publique que dans le secteur privé.

